

Art. 7. Les membres du comité consultatif reçoivent pour leurs activités un jeton de présence de 83,89 euros par réunion. Au président est alloué un jeton de présence s'élevant à 150 % de ce montant, à savoir 125,84 euros.

Le jeton de présence est alloué lors de chaque présence effective à une réunion avec un maximum de six réunions par an. Est considéré comme une réunion : une réunion du comité consultatif. Deux réunions ou plus ayant lieu le même jour sont comptées comme une seule réunion.

Art. 8. Le président du comité consultatif reçoit une indemnité fixe de 838,94 euros par an. Aucune indemnité fixe n'est allouée aux membres du comité consultatif et leurs suppléants éventuels.

Aucune indemnité n'est allouée pour des frais de déplacement liés à l'exercice de leurs activités.

Art. 9. Les jetons de présence et les indemnités, visés aux articles 7 et 8, sont payés par an.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 10. Les jetons de présence et les indemnités, visés aux articles 7 et 8, suivent l'évolution de l'indice de santé, conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. Ils sont liés à l'indice pivot 116,49 (base août 2011).

Art. 11. Les textes réglementaires suivants entrent en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de dix jours, qui prend cours le jour après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* :

1° les articles 20 et 21 du décret du 20 janvier 2012;

2° le présent arrêté, à l'exception du chapitre 3 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Art. 12. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juillet 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

VLAAMSE OVERHEID

N. 2012 — 2206

[C – 2012/35877]

13 JULI 2012. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 18 juli 2008 betreffende de uitvoering van het Kunstendecreet van 2 april 2004, gewijzigd bij de decreten van 3 juni 2005, 22 december 2006 en 20 juni 2008

De Vlaamse Regering,

Gelet op het Kunstendecreet van 2 april 2004, artikel 84;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 18 juli 2008 betreffende de uitvoering van het Kunstendecreet van 2 april 2004, gewijzigd bij de decreten van 3 juni 2005, 22 december 2006 en 20 juni 2008;

Gelet op het advies van de sectorraad Kunsten en Erfgoed van de Raad voor Cultuur, Jeugd, Sport en Media, gegeven op 8 september 2011;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 10 mei 2012;

Gelet op advies 51.391/3 van de Raad van State, gegeven op 29 mei 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 51 van het besluit van de Vlaamse Regering van 18 juli 2008 betreffende de uitvoering van het Kunstendecreet van 2 april 2004, gewijzigd bij de decreten van 3 juni 2005, 22 december 2006 en 20 juni 2008, wordt punt 3° vervangen door wat volgt :

« 3° een reisvergoeding overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op personeelsleden van de diensten van de Vlaamse overheid, om vergaderingen en werkvergaderingen bij te wonen en voor prospectieactiviteiten; ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2010.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor de culturele aangelegenheden, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 juli 2012.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
K. PEETERS

De Vlaamse minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur,
J. SCHAUVLIEGE

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2012 — 2206

[C – 2012/35877]

13 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 juillet 2008 portant exécution du Décret sur les Arts du 2 avril 2004, modifié par les décrets des 3 juin 2005, 22 décembre 2006 et 20 juin 2008

Le Gouvernement flamand,

Vu le Décret sur les Arts du 2 avril 2004, article 84;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 juillet 2008 portant exécution du Décret sur les Arts du 2 avril 2004, modifié par les décrets des 3 juin 2005, 22 décembre 2006 et 20 juin 2008;

Vu l'avis du Conseil sectoriel Arts et Patrimoine du Conseil de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Médias, rendu le 8 septembre 2011;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 10 mai 2012;

Vu l'avis 51.391/3 du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 51 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 juillet 2008 portant exécution du Décret sur les Arts du 2 avril 2004, modifié par les décrets des 3 juin 2005, 22 décembre 2006 et 20 juin 2008, le point 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o une indemnité de déplacement conformément aux règles applicables aux membres du personnel de l'Autorité flamande, pour assister aux assemblées et réunions de travail et pour les activités de prospection; ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2010.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant les affaires culturelles dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juillet 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,

J. SCHAUVLIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2207

[2012/204247]

28 JUIN 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées, article 7;

Vu le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, article, 2 alinéas 2 et 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'économie sociale, donné le 17 janvier 2011;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 31 janvier 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 octobre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 octobre 2010;

Vu l'avis n^o 49.858/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 juillet 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition portant exécution du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale*

Article 1^{er}. Conformément à l'article 2, alinéa 2, du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, le Gouvernement sollicite l'avis du Conseil wallon de l'économie sociale sur tout appel à projets visant la mise en œuvre d'actions et de projets spécifiques dont le budget, soit mobilise au minimum un cinquième d'une allocation budgétaire du programme de l'économie sociale, soit est de minimum cent mille euros.

Ces appels à projets ou ces projets spécifiques doivent concerner des projets qui doivent cumuler, au minimum, les caractéristiques suivantes :

1^o prévoir, sauf dispositions contraires motivées, la mobilisation des dispositifs visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret du 20 novembre 2008 précité, pour la mise en œuvre de ces projets, et spécifier la manière dont ils seront coordonnés;

- 2° prévoir leurs critères et méthode d'évaluation dès le départ;
- 3° proposer, sauf exception motivée, l'implication d'acteurs sociaux ou économiques ne relevant pas directement du décret du 20 novembre 2008 précité;
- 4° mobiliser, sauf exception motivée, plus d'un opérateur;
- 5° être transposables, si adéquat par rapport à la finalité poursuivie par le projet, à d'autres secteurs d'activités ou à l'ensemble du territoire wallon.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées*

Art. 2. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 3° est remplacé par la disposition suivante : "3° le Ministre : le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions;"

2° le point 4° est remplacé par la disposition suivante : "4° l'Administration : la Direction de l'Economie sociale du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;"

3° le point 5° est remplacé par la disposition suivante : "5° la Commission : la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale visée à l'article 6 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale."

Art. 3. L'article 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé comme suit :

« La demande d'agrément dont le modèle est déterminé par le Ministre est introduite auprès de l'Administration par envoi postal et recommandé. »

Art. 4. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. La demande de renouvellement de l'agrément est introduite auprès de l'Administration par envoi postal et recommandé au plus tôt deux cent quarante jours et au plus tard cent quatre-vingts jours avant l'expiration de l'agrément en cours. Elle est accompagnée d'un dossier comportant, notamment, les modifications apportées au dossier visé à l'article 2, alinéa 2. »

Art. 5. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Dans un délai de dix jours à dater de la réception de la demande d'octroi ou de renouvellement d'agrément, l'Administration adresse à la demanderesse, soit un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet, soit un avis l'invitant à compléter ce dossier dans les quinze jours de la réception de cet avis.

Ce délai peut être prolongé de maximum trente jours sur demande motivée de la demanderesse et acceptée par l'Administration. Passé ces délais, si le dossier n'est pas complété, la demande est classée sans suite.

Dès qu'elle dispose d'un dossier complet, l'Administration en avise la demanderesse.

L'Administration transmet le dossier complet à la Commission dans un délai de trente jours à dater de l'avis de complétude de dossier visé à l'alinéa 3.

La Commission peut demander des compléments d'informations à la demanderesse et à l'Administration.

La demanderesse peut solliciter une audition par la Commission. La Commission peut requérir l'audition de la demanderesse. Dans ces cas, la demanderesse reçoit dans les quinze jours qui précèdent la date de son audition un courrier qui précise les points sur lesquels elle sera entendue. »

Art. 6. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. La Commission remet son avis à l'Administration dans les trente jours de sa saisine par celle-ci. Néanmoins, ce délai peut être porté à soixante jours en cas d'audition telle que prévue à l'article 4, alinéa 5.

L'écoulement de ce délai est suspendu du 1^{er} juillet au 31 août de chaque année.

L'avis de la Commission est motivé, notamment, par référence aux critères suivants :

1° les moyens mis en œuvre par l'entreprise d'insertion pour la réalisation de ses activités de production et la poursuite de son but social ainsi que la démonstration d'une viabilité suffisante;

2° les connaissances et l'expérience du chef d'entreprise;

3° les conditions spécifiques fixées par l'article 3 du décret.

A défaut d'avis rendu dans les délais visés à l'alinéa 1^{er}, il n'est plus requis.

L'Administration adresse le dossier au Ministre, dans les trente jours de la réception de l'avis de la Commission. »

Art. 7. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Le Ministre se prononce sur la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément dans les trente jours qui suivent la réception du dossier envoyé par l'Administration.

L'Administration notifie par envoi recommandé à la demanderesse la décision du Ministre, dans les quinze jours qui suivent la réception par l'Administration de cette décision.

L'Administration communique également à la Commission par courrier simple la décision du Ministre.

L'agrément initial est accordé pour une durée de deux ans. Il peut être renouvelé pour un terme de quatre ans. A l'expiration de cette seconde période de quatre ans, l'agrément peut être renouvelé pour une durée indéterminée. »

Art. 8. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Conformément à l'article 7, alinéa 2, du décret, l'agrément peut être suspendu ou retiré par le Ministre. Le Ministre ne peut suspendre l'agrément pour une durée qui excède cent quatre-vingt jours.

Passé ce délai, l'agrément est retiré si l'entreprise d'insertion n'a pas satisfait aux conditions visées dans la décision de suspension.

Préalablement à l'envoi au Ministre du dossier de suspension ou de retrait de l'agrément d'une entreprise d'insertion, l'Administration demande l'avis de la Commission.

Celle-ci lui remet son avis après avoir entendu le ou les représentant(s) de l'entreprise d'insertion.

Ceux-ci sont informés au moins trente jours avant leur audition de la date de celle-ci et des raisons qui la motivent. De même, il leur est signifié la possibilité d'avoir accès au dossier relatif à cette audition.

Les décisions de suspension et de retrait prises par le Ministre sont notifiées à l'entreprise d'insertion par envoi recommandé par l'Administration dans les trente jours de la réception par celle-ci des décisions. »

Art. 9. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Dans un délai de trente jours à dater de la notification par l'Administration de la décision de suspension ou de retrait d'agrément, l'entreprise d'insertion peut introduire par envoi recommandé un recours motivé auprès du Ministre. Le recours n'est pas suspensif.

L'Administration requiert l'avis de la Commission sur le recours.

Celle-ci lui remet son avis, dans les soixante jours de sa saisine par l'Administration, après avoir entendu le ou les représentant(s) de l'entreprise d'insertion.

L'écoulement de ce délai est suspendu du 1^{er} juillet au 31 août de chaque année.

Ceux-ci sont informés au moins trente jours avant leur audition de la date de celle-ci. De même, il leur est signifié la possibilité d'avoir accès au dossier relatif à cette audition.

Le Ministre prend sa décision dans un délai de cent vingt jours à dater de la réception de l'avis de la Commission.

Si le Ministre ne statue pas dans le délai requis la suspension ou le retrait sont levés.

L'Administration notifie au requérant, par envoi recommandé, la décision du Ministre dans les trente jours qui suivent la réception de cette décision.

Elle communique également cette décision à la Commission. »

Art 10. Pour les entreprises d'insertion dont l'agrément vient à échéance après l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui comptabilisent au moins six années sans interruption d'agrément, le renouvellement suivant porte sur une période indéterminée.

Art. 11. Les délais posés par le présent arrêté se calculent comme suit. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2012.

Art. 13. Le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 28 juin 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Économie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2207

[2012/204247]

28. JUNI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe, Artikel 7;

Aufgrund des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft, Artikel 2 Absätze 2 und 6;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

Aufgrund des am 17. Januar 2011 abgegebenen Gutachtens des "Conseil wallon de l'économie sociale" (Wallonischer Rat der Sozialwirtschaft);

Aufgrund des am 31. Januar 2011 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie);

Aufgrund des am 27. Oktober 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. Oktober 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 4. Juli 2011 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 49.858/2 des Staatsrats, in seiner durch das Gesetz vom 2. April 2003 ersetzten Fassung;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Bestimmung zur Ausführung des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft*

Artikel 1 - Gemäß Artikel 2 Absatz 2 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft holt die Regierung die Stellungnahme des "Conseil économique et social de Wallonie" über jeglichen Projektauftrag ein, der auf die Durchführung von spezifischen Aktionen und Projekten abzielt, deren Haushaltsplan entweder mindestens ein Fünftel der Haushaltsmittel des Sozialwirtschaftsprogramms mobilisiert oder mindestens hunderttausend Euro beträgt.

Diese Projektaufträge oder diese spezifischen Projekte müssen Projekte betreffen, die mindestens folgende Merkmale gleichzeitig aufweisen:

1^o sofern keine begründeten gegensätzlichen Bestimmungen vorliegen, die Mobilisierung der in Artikel 2 Absatz 1 des vorerwähnten Dekrets vom 20. November 2008 erwähnten Maßnahmen für die Durchführung dieser Projekte vorsehen und die Art und Weise erläutern, wie diese koordiniert werden;

2^o von Anfang an deren Kriterien und Bewertungsmethode vorsehen;

- 3° außer in einem begründeten Ausnahmefall die Einbeziehung sozialer oder wirtschaftlicher Akteure vorschlagen, die nicht unmittelbar unter das vorerwähnte Dekret vom 20. November 2008 fallen;
- 4° außer in einem begründeten Ausnahmefall mehr als einen Aktionsträger bereitstellen;
- 5° auf andere Tätigkeitsbereiche oder auf das gesamte wallonische Gebiet übertragbar sein, falls dies gegenüber dem durch das Projekt verfolgten Ziel angemessen ist.

KAPITEL II — Abänderungsbestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe

Art. 2 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Punkt 3° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "3° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört";

2° Punkt 4° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "4° Verwaltung: die Direktion der Sozialwirtschaft der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung der operativen Generaldirektion Unternehmen, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie";

3° Punkt 5° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "5° der Ausschuss: der in Artikel 6 des vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft erwähnte Beratungs- und Zulassungsausschuss für die Sozialwirtschaftsunternehmen.".

Art. 3 - Artikel 2, Absatz 1 desselben Dekrets wird folgendermaßen ersetzt:

«Der Zulassungsantrag, dessen Muster vom Minister festgelegt wird, wird mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben bei der Verwaltung eingereicht.»

Art. 4 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 3 - Der Antrag auf Erneuerung der Zulassung wird frühestens zweihundertvierzig Tage und spätestens hundertachtzig Tage vor Ablauf der laufenden Zulassung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben bei der Verwaltung eingereicht. Dem Antrag wird eine Akte beigelegt, die insbesondere die in der in Artikel 2, Absatz 2 erwähnten Akte vorgenommenen Abänderungen beinhaltet.»

Art. 5 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - Innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Erhalt des Antrags auf die Gewährung oder Erneuerung der Zulassung übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller entweder eine Empfangsbescheinigung, in der angegeben wird, dass die Akte vollständig ist, oder einen Bescheid, in dem der Antragsteller aufgefordert wird, diese Akte innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang dieses Bescheids zu vervollständigen.

Diese Frist kann auf begründeten und von der Verwaltung angenommenen Antrag seitens des Antragstellers um höchstens dreißig Tage verlängert werden. Nach Ablauf dieser Frist und wenn die Akte nicht vervollständigt wurde, wird der Antrag nicht weiter bearbeitet.

Sobald die Verwaltung über eine vollständige Akte verfügt, setzt sie den Antragsteller davon in Kenntnis.

Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem in Absatz 3 erwähnten Bescheid zur Vervollständigung der Akte übermittelt die Verwaltung dem Ausschuss die vollständige Akte.

Der Ausschuss kann beim Antragsteller und bei der Verwaltung zusätzliche Auskünfte beantragen.

Der Antragsteller kann ein Anhörung durch den Ausschuss beantragen. Der Ausschuss kann die Anhörung des Antragstellers anfordern. In diesem Fall erhält der Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen, die dem Datum seiner Anhörung vorhergehen, ein Schreiben, in dem die Punkte angegeben werden, bezüglich derer er angehört wird.»

Art. 6 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 - Der Ausschuss übermittelt der Verwaltung innerhalb von dreißig Tagen ab dem Zeitpunkt, an dem sie mit der Angelegenheit befasst worden ist, sein Gutachten. Diese Frist kann jedoch im Falle einer Anhörung, so wie sie in Artikel 4, Absatz 5 vorgesehen ist, auf sechzig Tage angehoben werden.

Der Ablauf dieser Frist wird zwischen dem 1. Juli und dem 31. August eines jeden Jahres ausgesetzt.

Das Gutachten des Ausschusses wird insbesondere unter Bezugnahme auf folgende Kriterien begründet:

1° die vom Eingliederungsbetrieb eingesetzten Mittel zur Durchführung seiner Produktionstätigkeiten und die Verfolgung seines Sozialzwecks, sowie der Nachweis einer ausreichenden Marktfähigkeit;

2° die Kenntnisse und die Erfahrung des Unternehmensleiters;

3° die in Artikel 3 des Dekrets festgelegten spezifischen Bedingungen.

Falls innerhalb den in Absatz 1 erwähnten Fristen kein Gutachten abgegeben wurde, ist dieses nicht mehr erforderlich.

Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Gutachtens des Ausschusses übermittelt die Verwaltung dem Minister die Akte.»

Art. 7 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 6 - Der Minister befindet über den Zulassungs- oder Erneuerungsantrag innerhalb von dreißig Tagen, die auf den Eingang der von der Verwaltung übermittelten Akte folgen.

Innerhalb von fünfzehn Tagen, die auf den Eingang dieses Beschlusses bei der Verwaltung folgen, stellt Letztere dem Antragsteller den Beschluss des Ministers per Einschreiben zu.

Die Verwaltung übermittelt den Beschluss des Ministers ebenfalls dem Ausschuss mit einfacher Post.

Die ursprüngliche Zulassung wird für eine Dauer von zwei Jahren gewährt. Sie kann für einen Zeitraum von vier Jahren erneuert werden. Nach Ablauf dieses zweiten Zeitraums von vier Jahren kann die Zulassung für eine unbefristete Dauer erneuert werden.»

Art. 8 - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 7 - Gemäß Artikel 7, Absatz 2 des Dekrets kann die Zulassung durch den Minister ausgesetzt oder entzogen werden.

Der Minister kann die Zulassung für einen Zeitraum aussetzen, der hundertachtzig Tage überschreitet.

Nach Ablauf dieser Frist wird die Zulassung entzogen, wenn der Eingliederungsbetrieb nicht den im Aussetzungsbeschluss erwähnten Bedingungen genügt.

Bevor die Verwaltung dem Minister die Akte zur Aussetzung oder zum Entzug der Zulassung eines Eingliederungsbetriebs übermittelt, ersucht sie das Gutachten des Ausschusses.

Dieser gibt sein Gutachten ab, nachdem er den oder die Vertreter des Eingliederungsbetriebs angehört hat.

Diese werden mindestens dreißig Tage vor ihrer Anhörung von dem Datum und von den Gründen dieser Anhörung in Kenntnis gesetzt. Ihnen wird ebenfalls mitgeteilt, dass sie die Möglichkeit haben, die Akte in Bezug auf diese Anhörung einzusehen.

Die vom Minister gefassten Aussetzungs- oder Entzugsbeschlüsse werden dem Eingliederungsbetrieb von der Verwaltung innerhalb von dreißig Tagen, nachdem diese die Beschlüsse erhalten hat, per Einschreiben zugestellt.»

Art. 9 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 8 - Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Zustellung des Aussetzungs- oder Entzugsbeschlusses durch die Verwaltung kann der Eingliederungsbetrieb beim Minister per Einschreiben einen begründeten Einspruch einreichen. Dieser Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung.

Die Verwaltung ersucht das Gutachten des Ausschusses über den Einspruch.

Dieser gibt sein Gutachten innerhalb von sechzig Tagen ab, nachdem er von der Verwaltung befasst worden ist, und nachdem er den oder die Vertreter des Eingliederungsbetriebs angehört hat.

Der Ablauf dieser Frist wird zwischen dem 1. Juli und dem 31. August eines jeden Jahres ausgesetzt.

Diese Vertreter werden mindestens dreißig Tage vor ihrer Anhörung von deren Datum in Kenntnis gesetzt. Ihnen wird ebenfalls mitgeteilt, dass sie die Möglichkeit haben, die Akte in Bezug auf diese Anhörung einzusehen.

Der Minister fasst seinen Beschluss innerhalb von hundertzwanzig Tagen ab dem Eingangsdatum des Gutachtens des Ausschusses.

Wenn der Minister nicht innerhalb der erforderlichen Frist einen Beschluss fasst, wird die Aussetzung oder der Entzug aufgehoben.

Innerhalb von dreißig Tagen, die auf den Eingang dieses Beschlusses bei der Verwaltung folgen, stellt Letztere dem Einsprucherheber den Beschluss des Ministers per Einschreiben zu.

Sie übermittelt diesen Beschluss ebenfalls dem Ausschuss.»

Art. 10 - Für die Eingliederungsbetriebe, deren Zulassung nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses abläuft, und die insgesamt eine Zulassung ohne Unterbrechung von mindestens sechs Jahren aufweisen, bezieht sich die nachfolgende Erneuerung auf einen unbefristeten Zeitraum.

Art. 11 - Die durch den vorliegenden Erlass gesetzten Fristen werden folgendermaßen berechnet. Der Tag des Aktes, der den Ausgangspunkt für die Frist bildet, ist in dieser Frist nicht einbegriffen. Der Verfalltag wird in der Frist aufgenommen. Wenn dieser Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2012 in Kraft.

Art. 13 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Juni 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2207

[2012/204247]

28 JUNI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden

De Waalse regering,

Gelet op het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden, artikel 7;

Gelet op het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, artikel 2, tweede en zesde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'économie sociale" (Waalse Raad voor Sociale Economie), gegeven op 17 januari 2011;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 31 januari 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 oktober 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 oktober 2010;

Gelet op het advies nr. 49.858/2 van de Raad van State, gegeven op 4 juli 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals vervangen bij de wet van 2 april 2003;